

Un camarade grec nous a fait parvenir un texte de «l'Assemblée des employés et des chômeurs sur la place Syntagma» à Athènes que nous avons traduit.

english version before

Nous voulons un salaire, pas un travail insignifiant!

«Personnellement, je suis également communiste, je voudrais un autre système, mais nous parlons de la crise actuelle».

-Georgios Katrougalos, ex Ministre du Travail, 4/3/2016

«Lorsque la Fédération grecque des entreprises (SEV) réclame officiellement 150 000 licenciements dans le secteur public, le ministère de la Réforme administrative, qui a eu le courage de se dresser contre la SEV, demande aussi aux syndicats des travailleurs [...] d'être à l'avant garde de la lutte pour la défense des droits du travail et de ne pas se cacher derrière des déclarations absurdes».

-Christoforos Vernardakis, ministre suppléant de la Reconstruction intérieure et administrative

(Les deux citations ci-dessus peuvent être trouvées dans le volume de la préhistoire politique *Short Political Jokes – the inspirational era of SYRIZA*).

Il y a déjà plusieurs années que les capitalistes travaillent méthodiquement à une nouvelle réglementation des relations de travail qui pourrait créer les conditions préalables nécessaires pour faire face à la crise d'accumulation et à la concurrence intra capitaliste toujours croissante des dernières décennies. La dette et les protocoles d'entente ont servi et servent encore ce but au mieux, matérialisant par une «thérapie de choc» les politiques de dévaluation et de dépréciation du travail et de la vie de tous les prolétaires, natifs et immigrés. La gauche du capital a pris le relais et a décidé de poursuivre la tâche de continuer, en utilisant la légitimité sociale minimale qui lui est laissée, à achever les réformes radicales qui sont nécessaires au capital pour un nouveau cycle / type d'accumulation. Après la promulgation de la loi sur la protection sociale au printemps dernier, le gouvernement «Memorandum» de SYRIZA, vient compléter la dure attaque contre nous avec un nouveau cadre. Son noyau est la dévastation des salaires et le renforcement des prérogatives de la gestion. Cela signifie la libération complète de chaque patron des «poids inutiles» comme les conventions collectives (nationales, sectorielles), afin de leur permettre, en s'adressant à chaque travailleur individuellement, de les rendre aussi flexibles qu'ils le veulent, selon les besoins de chaque entreprise. Les moyens pour atteindre ces objectifs très utiles aux patrons sont la dissolution de la journée de travail réglementée, la souplesse absolue des travailleurs et la discipline du travail.

Le salaire est un fétiche et nous sommes fétichistes!

L'arnaque la plus populaire que la classe capitaliste sert au prolétariat – et que l'on avale souvent tout rond -, c'est que le salaire est le juste prix du travail que nous fournissons. Le salaire apparaît comme le prix «naturel» pour le fonctionnement de la force de travail marchand qui est offerte «librement» par son propriétaire au capitaliste, qui est «l'égal» du propriétaire de la force de travail.

Mais est-il vrai que les patrons paient la valeur de tout le travail que leurs salariés leur offrent? Cet échange est-il réellement équitable? Et si oui, alors pourquoi le produit (dans son ensemble ou du moins la plus grande partie) ne se retrouve pas dans les mains du travailleur en échange de son travail?

En réalité, le salaire est un fétiche qui déguise la domination de classe et le surtravail non payé. Le salaire ne paie au travailleur que la valeur totale des produits qui sont nécessaires à sa reproduction, tandis que le produit restant est récolté par le capitaliste. Bien qu'étant

une arnaque, cependant, tant que la relation sociale capitaliste est en vigueur, le salaire est le principal moyen de survie de l'ouvrier, afin de ne pas être un esclave et que la classe ouvrière ne soit pas une masse de Plébéiens.

Ce récit capitaliste sur le «juste» et plein prix peut, bien sûr, être convaincant dans l'ère «dorée» de la croissance, quand les salaires sont plus élevés! Dans la conjoncture actuelle de la crise, le salaire est une espèce menacée et ne suffit même pas à notre reproduction comme force de travail: certains d'entre nous sont mal payés, certains sont payés avec plusieurs mois de retard et d'autres restent totalement impayés parce que le patron a fermé l'affaire – et rouvert sous une autre marque!

Le gouvernement de SYRIZA, communiste comme l'a proclamé le ministre sortant Katrougalos immédiatement avant la délivrance de son manifeste sur la protection ... semble avoir pour objectif de soulager considérablement la classe ouvrière du fétiche salarial et de ses illusions ultérieures. Le nouveau cadre de travail qui doit être voté par la gauche du capital institue le démantèlement des principaux moyens de subsistance de la classe ouvrière, après bien entendu beaucoup de «négociations», de «luttres» contre le cartel de SEV, «Lignes rouges» et bien d'autres anecdotes ...

Contre cette déréglementation, le prolétariat répond: «Nous sommes fétichistes! Nous ne voulons pas nous débarrasser de nos illusions! Nous voulons des salaires plus élevés et / pour moins de travail!».

Ce que les patrons ont réalisé jusqu'ici?

Les résultats les plus significatifs de la politique de choc du Mémorandum sont la chute verticale du salaire direct et indirect, l'abolition presque complète de l'ancien droit du travail, l'augmentation rapide des emplois précaires, la segmentation des travailleurs par le contrat de travail (voire individuellement) et leur recyclage dans le cercle vicieux perpétuel travail précaire / chômage / apprentissage tout au long de la vie dans l'entreprise.

Grande réduction de notre salaire direct

Cela inclut l'abolition des 13e et 14e mois de salaires, la réduction des prestations dans le secteur public et l'attaque du salaire du reste des travailleurs par la déréglementation du droit du travail collectif, puisque depuis 2010 la négociation du contrat est devenue interne à l'entreprise (voir les contrats de travail collectifs ou individuels). La jonction du salaire aux limites légales individuelles minimales de l'Accord général national sur le travail collectif (EGSSE), qui connaît une chute libre, est suivie de l'abolition du principe d'une réglementation plus favorable, annulant ainsi le régime des accords collectifs sectoriels / interprofessionnels, plus intéressant. Le salaire minimum, autrefois destiné à protéger les travailleurs faiblement rémunérés, a été réduit en 2012 de 22%, ce qui a entraîné la réduction similaire des heures supplémentaires, des indemnités de maladie, des prestations de maladie et de maternité et des gains ouvrant droit à pension. Dans le même temps, une nouvelle catégorie de sous-salaire minimum est institutionnalisée (réduite de 32%) pour les moins de 25 ans. Avec l'augmentation de la fiscalité directe et indirecte, les salaires ont encore été réduits. A la suite de tout cela, la classe ouvrière du seul secteur privé, au cours de la période 2009-2016, a perdu pour 44 milliards d'euros de salaire.

Expansion de la précarité et de la flexibilité

Avec la réduction des salaires, la précarité sur les lieux de travail s'est élargie. Dans les nouvelles embauches, les contrats à temps partiel et la rotation des postes dominent au détriment de l'emploi à temps plein. Ainsi, en 2015, 55,5% des nouveaux contrats étaient des contrats de travail à temps partiel et rotatifs, tandis que sur la période 2009-2015, les taux de conversion des contrats à durée indéterminée en contrats à durée déterminée ont connu une forte augmentation, avec ou sans le prétendu accord de l'employé. Cette évolution, combinée à une grande extension du travail non déclaré, marque la

consolidation de ces formes d'exploitation dans la formation sociale grecque et la consolidation des salaires de famine à moins de 400 euros pour une très grande partie de notre classe (20%).

Extension de la journée de travail non rémunérée

Pendant ce temps, la grande majorité des employés travaillent aujourd'hui au-delà des heures normales, souvent impayées, comme si le travail non rémunéré des 8 heures habituelles n'était déjà pas suffisant. Il en résulte des marges de plus en plus réduites pour la gestion du «temps de loisir» dans une chasse perpétuelle au complément du salaire «allocation», laquelle chasse enchaîne travail à temps partiel / rotation / travail occasionnel!

Chiffre d'affaires

Selon les données du système d'information «Ergani», en 2015 le nombre absolu des travailleurs dont le contrat a été résilié dépasse le nombre d'emplois de la même année. C'est comme si les travailleurs salariés du pays dans leur ensemble avaient «perdu» ou quitté leur emploi au moins une fois!

Ce sont les résultats des deux premiers Mémoires et du deuxième Moyen Terme, en 2012! Le nouveau 3e Mémoire, cette fois par la gauche, va certainement aggraver les choses pour la classe ouvrière et il terminera, si on le permet, la réforme des relations de travail après la réforme des relations de protection.

Une fosse de 6 pieds, c'est-à-dire la nouvelle attaque des patrons.

Les capitalistes cherchent à imprimer maintenant la vile réalité du travail que nous connaissons déjà par la loi. Les patrons et leur personnel politique et syndical partent de quelques «thèses» absolument nécessaires à leurs intérêts. Dans la conjoncture actuelle, c'est ce qui façonnera la nouvelle loi «travail» et «syndicat»:

- Augmenter la limite des licenciements collectifs de 5 à 10% pour les entreprises employant plus de 150 travailleurs. Transfert de la responsabilité des décisions de licenciements collectifs à un organe «neutre» plutôt qu'au Conseil suprême du travail (ASE). Le ministre ou le préfet n'en décide plus.
- Abolition des conventions collectives (nationales, sectorielles, interprofessionnelles) à l'exception des conventions collectives d'affaires. Ainsi, le ministère du Travail peut se féliciter d'avoir conservé la négociation collective, à savoir qu'entre les employeurs et les Associations de Personnes ... l'abolition des conventions collectives sectorielles et / ou interprofessionnelles est déjà en jeu; Il ne reste plus que leur abolition formelle.
- Un salaire minimum sans augmentation, c'est-à-dire «détaché» des primes d'ancienneté, de mariage et de spécialisation, etc. Abolition des 13e et 14e mois de salaires dans le secteur privé pour les nouveaux arrivants.
- • Déclaration de grève par un vote de 50% + 1 de tous les membres du syndicat enregistrés (et non de ceux qui assistent à l'assemblée générale). Le ministre sortant, G. Katrougalos, a soutenu, au nom de tous les patrons, hardiment et publiquement cette mesure parce que *«ce qui se passe maintenant, décider de faire grève à des minorités, n'est pas démocratique»*.
- Renforcer le rôle de l'Organisation en Médiation et Arbitrage (OMED) qui opère en faveur des patrons, tout en essayant de rendre impossible leur saisine unilatérale par les travailleurs.
- Extension de la flexibilité du marché du travail et donc de l'insécurité et du régime de violence dont souffrent quotidiennement les travailleurs. Les nouveaux règlements proposés consistent à imposer le «travail mineur», qui prévoit des salaires très bas sans assurance, les «contrats d'heures de travail» (contrats de zéro heure) qui correspondent à l'emploi quand et autant que l'employeur le souhaite, et leurs différentes variantes telles que les «contrats de quelques heures» ou les «contrats de travail par appel téléphonique»

(après notification). Malgré le retard pris par les capitalistes, le ministère et les syndicalistes à permettre aux patrons d'adopter la contre-grève de l'employeur (lock-out) et de permettre le licenciement immédiat de tout leur personnel et bien que nous croyions qu'une telle institutionnalisation leur plairait, l'esprit comme la «lettre» de la réforme des relations de travail et la nouvelle loi syndicale prévue se trouve ailleurs. Quoi qu'il en soit, la grande majorité des patrons grecs peuvent licencier leurs employés «quand ils le veulent». Les patrons sont aujourd'hui désireux que les lois réduisent le «droit» des travailleurs à la grève et renforcent leur «liberté» à relâcher les relations de travail. En attendant, ils réduisent continuellement les salaires, ils «éliminent» les divers avantages et ramènent les salaires à leur niveau «approprié» – en ce qui concerne le salaire minimum, nous avons appris du FMI qu'il est «le plus élevé parmi les pays de l'UE En termes de PIB par habitant». Bien sûr, ils ont oublié de nous dire que dans ce pays dont nous parlons, le PIB a baissé de 25% depuis 2009!

En bref, la réforme radicale du travail à venir permet d'autoriser chaque employeur à faire face à chaque employé, en précisant et en adoptant, selon les besoins de chaque entreprise, les relations de travail et les collectifs «ouvriers» qui répondent à ces besoins.

Pourquoi nous opposons-nous à la nouvelle loi sur la main-d'œuvre au lieu de nous occuper de notre propre «entreprise»?

Au cours des six années de Mémoranda, des milliards en salaires et pensions ont disparu. Alors que les capitalistes ont bénéficié des coupures dans les salaires et emporté leur argent à l'étranger, l'État a récolté les fruits de la réduction des salaires et des pensions des fonctionnaires pour rembourser leurs prêteurs usuriers. Tout simplement, tout le monde mange avec des cuillères d'or aux frais des couillons, c'est à dire notre classe! Combien de temps allons-nous laisser nous traiter ainsi? Combien de temps resterons-nous des spectateurs alors que notre classe est poussée à la dévaluation complète et mendie pour n'importe quel «travail insignifiant»?

La fragmentation constante de la classe en des catégories de plus en plus nombreuses et l'adaptation constante et violente de la classe au lit de Procruste de tout besoin capitaliste ne peuvent plus durer. Le bilan de l'attaque qui a précédé contribue à la prise de conscience que nous ne sommes pas seulement confrontés à la substitution d'une loi par l'autre, mais à l'approfondissement de la réforme des relations de travail aux dépens de la classe ouvrière dans son ensemble.

Grâce à des assemblées locales de classe intersectorielles, nous devons surmonter la division de la classe en employés à plein temps et à temps partiel, en employés et «ménagères», en industries et corporations. À cette politique du capital, nous devons répondre avec notre propre politique autonome, en nous tournant contre la relation capitaliste elle-même: avec des luttes communes qui rassemblent tous les membres de notre classe et posent chaque demande individuelle au service de la satisfaction de l'intérêt de classe en général. Ou, mieux encore, chaque satisfaction des revendications individuelles doit impliquer autant que possible les parties et les «emplois» de notre classe, afin d'annuler dans la pratique les demandes, les revendications, les formes de lutte et les mentalités qui respectent la division capitaliste du travail et servent d'intérêts et de demandes professionnelles et sectorielles.

Nos conversations ne peuvent plus être dominées par la question folle «avez-vous un peu de travail?». Elle devrait être remplacé par des questions comme «av vous un salaire?» Ou «Votre patron se moque-t-il de vous?» Ou «Pendant combien de temps allons-nous continuer à protéger l'entreprise?» Et, bien sûr, Il est certain que lorsque nous parlons de salaire, cela ne signifie pas les salaires horaires qui sont deux fois plus une fraude, mais nous parlons d'un salaire mensuel direct et indirect / social élevé.

Si nous nous opposons à la flexibilité des relations d'exploitation, une flexibilité qui nous adapte aux besoins de chaque patron, nous ne le faisons pas par nostalgie d'un emploi

«régulier»; Notre opposition à l'insécurité croissante n'est pas motivée par la perspective d'un «emploi permanent et stable», mais du point de vue de la récupération d'un salaire stable et satisfaisant pour notre classe dans son ensemble, que nous travaillons ou pas. Un salaire qui, en plus, nous donnera la capacité de résistance collective contre l'assaut capitaliste et nous placera en meilleure position contre le capital et son Etat.

Nous demandons un salaire en sachant que même dans des conditions «idéales» le salaire est une fraude, un mensonge, une exploitation. Notre objectif ultime est l'expropriation de toutes les richesses que nous produisons et qui sont volées par les patrons. Cette expropriation, en même temps, dissoudra la forme de la marchandise.

Contre une acceptation misérable et fataliste de la réalité telle qu'elle est apparait dans nos conversations quotidiennes, nous allons enfin nous préparer au combat, en disant d'abord: «Nous voulons un salaire, pas un travail insignifiant!»

Assemblée des employés et des chômeurs sur la place Syntagma

[Http://synelefsi-syntagmatos.espivblogs.net/](http://synelefsi-syntagmatos.espivblogs.net/)

Novembre 2016

We want a wage and not a puny job!

"Personally, I'm a communist too, I would like another system, but we are talking about the current crisis".

-Georgios Katrougalos, ex Minister of Labour, 4/3/2016

"When Greek Federation of Enterprises (SEV) demands officially 150,000 layoffs in the public sector, the Ministry of Administrative Reform, which had the courage to stand up against SEV, also demands from the unions of the workers [...] to be the vanguard of the struggle for the defence of the labour rights and not to hide behind nonsensical statements".

-Christoforos Vernardakis, Alternate Minister the Interior and Administrative Reconstruction

(Both of the above quotes can be found in the volume of political prehistory *Short Political Jokes – the inspirational era of SYRIZA*).

It's been already several years that the capitalists have been methodically working towards a new regulation of labour relations which could create the proper preconditions in order to face the crisis of accumulation and the ever-growing intracapitalistic competition of the last decades. The debt and the Memoranda of Understanding have served, and are still serving, their best towards this aim, materialising through a "shock therapy" the policies of devaluation and depreciation of the labour and lives of all proletarians, both natives and immigrants. The Left of capital took over and undertook the task to continue and -using the minimum social legitimacy that's left to it- complete those radical reforms which are necessary to capital for a new cycle/type of accumulation. The Memorandum-esque government of SYRIZA, after the enactment of the insurance law in last Spring, comes now to complement the hard attack against us with a new labour framework. Its core is the devastation of wages and the strengthening of managerial prerogative. The latter means the complete liberation of every boss from the "unnecessary weights" like collective agreements (national-sectoral), in order to enable them, addressing each worker separately, to make them as flexible they want, according to the needs of each individual business. The means for achieving these much-needed, for the bosses, objectives is the dissolution of the regulated working day, the absolute workers' flexibility and work discipline.

Wage is a fetish and we are fetishists!

The most popular fudge that the capitalist class serves the proletariat -and which we often swallow unchewed- is that the wage is the fair price for the work we provide. Wage appears as the "natural" full price for the operation of the commodity labour-power which is offered "freely" from its owner to the capitalist, who is "equal" to the owner of the labour-power.

But, is it actually true that the bosses pay the value for all the labour that their wage-workers offer them? Is this exchange actually equitable? And if yes, then why the product (as a whole or at least the biggest part of it) doesn't end up in the hands of the worker as an exchange for her labour?

In reality, wage is a fetish that disguises the **class domination** and the **unpaid surplus labour**. The wage pays the worker only for the total value of products that are necessary for her reproduction, while the remaining product is reaped by the capitalist. Although being fraud, however, for as long as the capitalist social relation is in force, the wage is the **main** means for the worker's survival, in order for her to not to be a slave and for the working class to not be a mass of plebeians.

This capitalistic narrative about "fair" and the full price may, of course, be convincing in the "golden" era of growth, when wages were higher! In the current conjuncture of orderly crisis, wage is an endangered species and **doesn't even suffice** for our reproduction as labour-power: some of us are poorly paid, some are paid with a many months of delay and others remain completely unpaid because the boss terminated the business – and reopened it with an other brand name!

The SYRIZA government, being communist, as proclaimed the outgoing Minister Katrougalos immediately before the issue of his insurance... manifesto, seems to have as its objective to greatly relieve the working class from the wage fetish and its **subsequent** illusions. The new labour framework that is to be voted by the Left of capital institutionises the smashing-to-pieces of the main means of the working-class' subsistence, after, of course, many "negotiations", "struggles" against SEV's cartel, "red lines" and many other **anecdotes...**

Against this deregulation the proletariat answers: "We are fetishists! We don't want to get rid of our illusions! We want higher wages and/for less work!"

What the bosses have achieved so far?

The most significant results of the Memoranda's policy of shock is the vertical drop of the direct and indirect wage, the almost complete abolition of the old labour law, the rapid increase of precarious jobs, the segmentation of workers with the business (or even individual) contracts and their recycling in a perpetual vicious circle between precarious work, unemployment and lifelong learning. intrabusiness

Great reduction of our direct salary

This includes the abolition of the 13th and 14th salary, the reduction of benefits in the public sector and the attack on the wage of the rest of the workers through the deregulation of collective labor law, as since 2010 the contract negotiation became an intrabusiness issue (see business or individual employment contracts). The attachment of wage to the individual minimum legal limits of National General Collective Labour Agreement (EGSSE), which are experiencing a free fall, is followed by the abolition of the principle of more favorable regulation, canceling in this way the wider sectoral/interprofessional collective agreements. The minimum wage, once meant to protect the low-paid workers, in 2012 was reduced by 22%, which resulted in similar cuts to overtime, dole, sickness and maternity benefits, and pensionable earnings. At the same time, a new category of sub-minimum wage is institutionalized (reduced

by 32%) for those under 25 years old. With the increase of direct and indirect taxation, wages were further reduced. As a result of all these, the working class of private sector alone, in the period 2009-2016, lost salaries amounting to 44 billion euros.

Expansion of precarity and flexibility

Along with wage reductions, precarity at workplaces expanded. In the new hirings the part-time contracts and job rotation is dominating at the expense of full-time employment. Thus, in 2015, 55.5% of new the contracts were part-time and rotating employment contracts, while the period 2009-2015 the rates of conversion of permanent contracts to fixed-time contracts have seen a great increase, either with the -supposedly- employee's agreement to this or without it. This development, combined with anyway great extent of undeclared work, marks the consolidation of such forms of exploitation in the Greek social formation, and also the consolidation of starvation salaries at even less than 400 euros for a very large part of our class (about the 20%).

Expansion of unpaid working day

Meanwhile, the vast majority of employees today work beyond normal hours, often unpaid, as if the unpaid labour of the usual 8 hours wasn't enough already. The result is increasingly smaller margins for the management of "leisure time" in a perpetual hunt for the supplementation of the allowance-esque salary, which perpetual hunt entails part-time/rotation/casual work!

Employment turnover

According to the data the information system "Ergani", in 2015 the absolute number of the workers that their contract was terminated they "retired" from their jobs exceeds the number of the employment of the same year. Namely, it's like that the wage-workers of the country as a whole "lost" or quit their jobs for at least one time!

That are the results of the first two Memoranda and the second Medium Term, in 2012! The new 3rd Memorandum, this time by the Left, will certainly make things even worse for the working class and it will complete, if we allow it, the reform of labour relations after the reform of the insurance relations.

A 6 feet pit, ie the new manyfaceted attack of the bosses

Capitalists seek to imprint now the vile labour reality we are already experiencing on the institutional law. The bosses and their political and trade-union staff start from some "theses" which are absolutely necessary for their interests. In the present conjuncture, it is those that will shape the new "labour" and "union" law:

- Increase the limit of collective redundancies from 5% to 10% for companies which employ more than 150 workers. Transfer of responsibility for decisions on collective redundancies to a "neutral" body, rather than the Supreme Council of Labour (ASE). The minister or the prefect will no more decide
- Abolition of Collective Agreements (National, Sectoral, Interprofessional) except the Business Collective Agreements. Thus, the Ministry of Labour can celebrate because it has retained collective bargaining, namely that between employers and employers' Persons Associations... The abolition of sectoral and/or interprofessional collective agreements is already at play in practice; all that remains is their formal abolition.

- **A minimum wage without any increases, ie «stripped off» the seniority, marriage and specialization bonuses, etc. Abolition of the 13th and 14th salary in the private sector for the newcomers, albeit with wage reductions already imposed they formally still exist.**
- Declaration of strikes by an affirmative vote of 50% + 1 of all the registered union members (and not of those in attendance at the general meeting). The outgoing minister G. Katrougalos argued, on behalf of all bosses, boldly and publicly in favour of this because *«what happens now, deciding to go on strike by minorities, is not democratic»*.
- Strengthening the role of the Organisation for Mediation and Arbitration (OMED) which operates in favour of the bosses, while trying to make impossible the unilateral termination on the part of workers.
- Expansion of the labor market's flexibility and, hence, expansion of the insecurity and the regime of violence that the workers suffer everyday. The proposed new regulations are to impose the so-called "minor work", which provides for very low wages without insurance, the "open hours contracts" (zero hour contracts) that correspond to employment when and so much as the employer wants, and their different variations such as the «few hours contracts» or the «labour contracts by the phonecall» (after notification).

Despite the delayed focus of the capitalists, Ministry and unionists on enabling bosses to enact **employer's counter-strike** (lockout) and on enabling to fire **at once** their whole staff, and although we believe that such an institutionalization would please them, the "spirit", and also the "letter" of the reform of the labour relations and the planned new trade union law lies somewhere else. Anyway, **the vast majority of Greek bosses can lay off their employees' whenever they feel like it.**

The bosses are today eager for the laws to become restrictions to the "right" of workers to strike, and the strengthening of their "freedom" to loosen the labour relations. Meanwhile, they are continuously reducing the wages, they "strip them off" the various benefits and to bring the wages down to their "appropriate" level – as regards the minimum wage, we learnt from the IMF that it's "the highest among EU countries in terms of GDP per capita". They, of course, forgot to tell us that in this particular country we are talking about, GDP has fallen by 25% since 2009!

In short, the forthcoming radical labour reform serves to authorize each different employer to face **each employee separately**, specifying and adopting, according to the needs of each business, those labour relations and "workers'" collectives that satisfy these needs.

Why do we stand against the new labour bill instead of minding our own "business"?

During the six years of Memoranda, may billions of salaries and pensions has vanished. While capitalists benefited from cuts in the wages and took their money abroad, the State reaped off the fruits of the wage and pension cuts of the public servants to pay off their usurers lenders. Simply put, everybody is eating with golden spoons and wassails at the expence of the sucker, ie our class! How much longer will we let them treat us so? How much longer will we remain spectators while our class is driven to full devaluation and is begging for any "puny job"?

The constant fragmentation of the class to more and more categorie and the class' constant, violent adaptation to the Procrustean bed of any capitalist need cannot go on any longer. The toll of the attack that preceded contributes to the realization that we aren't just dealing with the substitution of a law over one another, but with the deepening of the reform of the labour relations at the expence of the working class as a whole.

Through local intersectionally class assembliesm, we have to overcome the division of the class into full-time and part-time employees, into employees and "housewives", into industries and guilds. To this policy of capital we must respond with our own autonomous policy, turning against the capitalist relation itself: with mutual struggles that bring together all the members of our class and pose each individual demand to the service of satisfying class interest in general. Or, even better, each satisfaction of the individual demands should involve in it as much as possible the parts and «jobs» of our class, so as to nullify in practice the demands, claims, forms of struggle and mentalities which pay respect to the capitalist division of labour and serve as bussiness, professional and sectoral demands and interests.

Our conversations can no longer be dominated by the crappy issue of "do you have any kinda job?". It should be replaced by questions like "Are you getting paid a wage?" or "Is your boss making a fool out of you?" or «For how long are we going to keep protecting the business?». And, of cours, it is a given that when we talk about wage don't mean the hourly wages which are twice as much a fraud, but we are talkinh about a **high direct and indirect/social monthly salary**.

If we stand against the flexibility of the relations of exploitation, a flexibility which adapts us to the needs of each individual boss, we don't do it out of a nostalgia for a "regular" job; our opposition to the advancing insecurity isn't driven by the perspective of the assertion of a "permanent and stable employment", but from the standpoint of reclaiming a **stable, satisfactory to our needs wage** for the class as a whole, whether or not we work. A wage which, additionaly, will give us the ability of collective resistance against the capitalist onslaught and will pose us to a better position in the balance of power against capital and its State.

We demand a wage knowing that even in "ideal" conditions the wage is a fraud, a lie, exploitation. Our ultimate objective is the expropriation of all the wealth we produce and is usurped by the bosses. This expropriation will, at the same time, dissolve the commodity-form.

Against a miserable and fatalistic acceptance of the reality as it is unraveled in our everyday conversations, let's finally oppose a combat readiness, firstly by saying "We want a wage and not a puny job!".

Assembly of Employees' and Unemployed at the Syntagma Square

<http://synelefsi-syntagmatos.espivblogs.net/>

November 2016